

DANS L'ACTUALITE du 25 au 27 juin 2013

Textes officiels

JORF n° 0146 du 26 juin 2013

Modalités d'application de l'article 48 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, créant un fonds de soutien exceptionnel en faveur des départements, d'un montant de 170 millions d'euros, réparti en deux sections de 85 millions d'euros

[Décret n° 2013-536 du 24 juin 2013 pris en application de l'article 48 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012](#)

JORF n° 0144 du 23 juin 2013

Le droit de délaissement des emplacements réservés ne constitue pas une privation de propriété

Répondant à une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution l'article L. 123-9 du Code de l'urbanisme organisant le droit de délaissement des emplacements réservés.

[Décision n° 2013-325 QPC du 21 juin 2013](#)

Projet / proposition de loi

Logement et urbanisme : accès au logement et urbanisme rénové

[La ministre de l'Egalité des territoires et du Logement a présenté un projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové \(Alur\) au Conseil des ministres du 26 juin 2013.](#)

Source : Conseil des ministres du 26 juin 2013

Jurisprudence

Environnement

Participation du public aux décisions réglementaires de l'État

Le Conseil d'État apporte des précisions sur l'application aux décisions réglementaires de l'État du principe de participation du public à l'élaboration des décisions ayant une incidence sur l'environnement.

[CE 12 juin 2013 Fédération des entreprises du recyclage, req. n° 360702](#)

Compétence

Fonctionnaires nommés par décret du chef de l'État : étendue de la compétence du Conseil d'État

La section du contentieux précise l'étendue de la compétence du Conseil d'État pour connaître en premier et dernier ressort de litiges relatifs à la situation individuelle des agents publics nommés par décret du président de la République.

[CE 21 juin 2013 Mme A., req. n° 349730](#)

[CE 21 juin 2013 Mme T., req. n° 354299](#)

Magistrat administratif devenant avocat : le Collège de déontologie de la juridiction administrative émet des réserves

En l'absence de textes portant statut de la magistrature le prohibant expressément, un magistrat administratif peut demander sa démission en vue de s'inscrire au barreau de la ville du siège du tribunal administratif dans lequel il exerce ses fonctions. Toutefois, si l'exercice de la profession d'avocat par un magistrat administratif ayant cessé ses fonctions ne soulève pas de difficultés de principe, le collège de déontologie de la juridiction administrative émet des réserves qui s'imposent à l'intéressé.

[Collège de déontologie de la juridiction administrative, avis, 17 juin 2013, n° 6-2013](#)

Réponses ministérielles

Communes rurales exclues du classement en zone de rénovation rurale

[Rép. min. n° 05766, JO Sénat du 20/06/2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

La facturation électronique dans le cadre des marchés publics: une nouvelle avancée vers la passation électronique de bout en bout des marchés publics et vers l'administration électronique en Europe

[La Commission européenne a présenté aujourd'hui une proposition de directive relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics, accompagnée d'une communication exposant sa vision de la «passation électronique de bout en bout des marchés publics, c'est-à-dire de la dématérialisation complète de la procédure de passation des marchés publics.](#)

Source : Dossier de presse Commission européenne du 26/06/2013

Le minimum prévu dans un marché à bons de commande : une obligation incontournable

[L'arrêt du 13 juin 2013 de la cour administrative d'appel de Douai rappelle quelques règles en matière de marché à bons de commande. L'acheteur public qui ne respecte pas le montant minimum prévu dans le cadre d'un marché à bons de commande peut être condamné à indemniser la société titulaire du fait de l'insuffisance du montant des achats passés.](#)

Source : localtis.info du 26/06/2013

Eclairage public : plaidoyer pro-contrats globaux

[A l'occasion de la 19ème conférence annuelle de l'Association des acheteurs des collectivités territoriales \(AACT\), les contrats de réalisation-exploitation-maintenance, avec ou sans conception \(REM ou CREM\), ont été mis en lumière pour l'éclairage public.](#)

Source : le Moniteur du 25/06/2013

Urbanisme

Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové : les mesures qui intéressent les professionnels de la construction

[Le projet de loi « Alur » pour l'accès au logement et un urbanisme rénové a été présenté en conseil des ministres le 26 juin. « Nouvelle étape pour la politique du logement », selon son architecte, la ministre du Logement, Cécile Duflot, ce texte très copieux se décompose en trois grandes familles de mesures : régulation, protection et innovation. Détail de celles concernant directement le secteur de la construction.](#)

Source : le Moniteur du 26/06/2013

Projet de loi Alur : une réforme ambitieuse du droit de l'urbanisme

[Densification des quartiers pavillonnaires, mesures pour freiner l'artificialisation des sols et limiter l'étalement urbain, élaboration des plans locaux d'urbanisme par les intercommunalités, renforcement de la participation du public... le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové présenté ce 26 juin en Conseil des ministres trace une vaste réforme des règles d'urbanisme.](#)

Source : localtis.info du 26/06/2013

La Fnaim lance une pétition pour dire «non» à la loi Alur de Duflot

[La Fédération nationale de l'immobilier \(Fnaim\) a mis en ligne une pétition pour dire « non » au projet de loi de Cécile Duflot pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové \(Alur\).](#)

Source : business.immo.com du 26/06/2013

Le Nord se dote d'une SEM d'aménagement

[Le département du Nord a donné son feu vert le 24 juin à la création d'une société d'aménagement. « Cette société d'économie mixte interviendra dans le département là où il n'y a pas d'outil, c'est-à-dire au sud de Lille et entre Lille et Dunkerque » a expliqué Patrick Kanner, président du conseil général.](#)

Source : la gazette des communes du 26/06/2013

Ile-de-France : des marchés fonciers toujours incertains

[Selon la dernière note de conjoncture semestrielle de l'Observatoire régional du foncier en Ile-de-France présentée ce 25 juin, les marchés fonciers de la région capitale présentent des "signaux incertains et contradictoires".](#)

Source : localtis.info du 25/06/2013

Environnement

En route vers une modernisation du droit de l'environnement

[« Protéger mieux en faisant plus simple, plus clair, plus efficace » : tel était le leitmotiv, pour Delphine Batho, ministre de l'Ecologie, de la première réunion des Etats généraux de la modernisation du droit de l'environnement organisée le 25 juin à Paris. Une feuille de route avec des actions immédiates et à plus long terme sera présentée au conseil des ministres du 3 juillet.](#)

Source : Le Moniteur du 26/06/2013

Etats généraux de la modernisation du droit de l'environnement : vers un nouveau Grenelle ?

[Deuxième étape dans le processus de modernisation du droit de l'environnement lancé en septembre 2012 par la ministre de l'Ecologie, Delphine Batho, lors de la Conférence environnementale, la tenue de ses Etats généraux s'est déroulée le 25 juin 2013, soit 10 ans tout juste après l'examen en Conseil des ministres de la Charte de l'environnement. Une journée placée sous le signe du débat et des propositions pour en finir avec un droit complexe et illisible.](#)

Source : la gazette des communes du 26/06/2013

Collectivité territoriale

Des communes en mal de mesures contre le bruit

Dans un contexte marqué par la mise en demeure de la France par la Commission européenne pour mise en œuvre insuffisante de la directive Bruit, un séminaire de Bruitparif s'est tenu le 25 juin pour évoquer le nécessaire effet de rattrapage en cours dans les communes qui n'ont pas encore réalisé leurs cartes stratégiques du bruit et les plans d'actions qui en découlent.

Source : localtis.info du 26/06/2013

Presse

L'Ile-de-France pas encore en manque de bureaux

A l'heure où la ministre du Logement tente d'inventer des procédures pour accélérer la transformation de bureaux vides en logements, l'industrie immobilière continue de construire.

Source : les Echos du 27/06/2013

TGV : Ayrault approuve le report de plusieurs grands projets

La commission chargée de trier les projets d'infrastructures va rendre son rapport cet après-midi. Elle donne la priorité à l'entretien du réseau ferroviaire et routier existant plutôt qu'à de nouveaux projets. Jean-Marc Ayrault a déjà déclaré approuver ce diagnostic.

Source : les Echos du 27/06/2013

Non, la transition énergétique n'est pas la décroissance

Le débat sur la transition énergétique est un débat global sur l'avenir de notre société face aux enjeux énergétiques et climatiques. Il engage notre avenir économique et nos emplois. Cette transition conduirait-elle à une perte de compétitivité de nos entreprises et à la décroissance ou, au contraire, est-elle un puissant moteur de croissance et de création d'emploi ?

Source : les Echos du 27/06/2013